

Strasbourg, le 11 février 2025

PC-CP (2025) 4

CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE

(PC-CP)

**37^e réunion du Groupe de travail
La Valette (Malte), 4-6 février 2025**

RAPPORT SOMMAIRE DE RÉUNION

**Document établi par la
Direction générale des droits humains et de l'État de droit**

www.coe.int/prison

Courriel : DGI-PC-CP@coe.int

RÉSUMÉ ET DÉCISIONS PRISES

Le Groupe de travail du PC-CP :

- a souhaité la bienvenue à Mme Joyce Dimech, Secrétaire permanente du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Emploi de Malte, a pris note de son intervention et l'a remerciée, ainsi que son équipe, pour l'excellente organisation de sa 37^e réunion ;
- a souhaité la bienvenue aux représentant-es de la France, de Malte, des Pays-Bas et de la Pologne ainsi qu'aux observateurs et observatrices d'EuroPris et de la CEP et aux expert-es scientifiques ;
- a approuvé son ordre du jour et l'ordre des travaux et n'a pas formulé d'observations sur les rapports sommaires des dernières réunions du PC-CP en 2024 [Doc. PC-CP(2024)6 et PC-CP(2024)10] ;
- a pris note des informations communiquées par M^{me} Eva Pastrana, Cheffe de Division et Secrétaire du CDPC, sur les résultats de la dernière réunion plénière du CDPC et de la liste des décisions [Doc. CDPC(2024)10]. Les participant-es ont noté plus spécifiquement que le projet de Recommandation du CM relative à la promotion de la santé mentale et à la prise en charge des personnes détenues ou en probation atteintes de troubles mentaux et son exposé des motifs seraient examinés le 11 février 2025 par le GR-J du Comité des Ministres (CM) et que la recommandation devrait être adoptée par ce dernier peu de temps après ;
- a remercié les expert-es scientifiques d'avoir révisé le projet de Recommandation du CM sur l'éducation en prison et d'avoir rédigé son exposé des motifs et examiné les deux textes [Docs. PC-CP(2025)1Rév8 et PC-CP(2025)1] ;
- a remercié l'un des experts scientifiques, M. Harvey Slade, d'avoir produit deux documents, l'un sur les normes du CPT dans ce domaine, l'autre sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme [Docs PC-CP(2025)2 et PC-CP(2025)3] ;
- a formulé un certain nombre d'observations et de suggestions concernant le projet de Recommandation du CM sur l'éducation en prison et décidé que, faute de temps lors de la réunion, les participant-es renverraient les observations relatives à l'exposé des motifs aux expert-es scientifiques au plus tard le 15 avril 2025 pour qu'elles soient prises en considération lors de la révision du texte à leur réunion à Madrid à la fin du mois de mai 2025 ;
- a pris note de la présentation de M^{me} Róisín Mulgrew, appuyée par l'intervention orale de MM. Michael Sorger et Daniel Danglades (experts scientifiques), sur la révision et la mise à jour de la Recommandation CM/Rec(2012)12 concernant les détenus étrangers et de son exposé des motifs ;
- a organisé une table ronde sur leurs suggestions et est convenu que la recommandation révisée devrait porter à la fois sur les non-ressortissants et sur les ressortissants étrangers ayant le statut de résident, qui sont détenus pour des raisons judiciaires en tant que suspects ou délinquants, et non sur les personnes immigrées en situation irrégulière. La définition de la « personne détenue » devrait renvoyer aux Règles pénitentiaires européennes ;
- a reconnu qu'il existait une différence entre les ressortissants étrangers originaires d'États membres de l'UE et les ressortissants de pays non-membres de l'UE, en particulier de pays non européens, en ce qui concerne le traitement et la facilitation des transferts, et que le texte devrait faire état de ces différences et les traiter ;
- la recommandation ne devrait pas porter sur les responsabilités de l'État à l'égard des ressortissants détenus à l'étranger ;

- s'est demandé si la recommandation devrait s'appliquer aux mineurs ressortissants étrangers et a décidé de revenir sur cette question à un stade ultérieur, tout en convenant que le texte devrait prendre en compte les jeunes adultes ;
- est convenu que la probation devrait aussi être abordée, mais dans une partie distincte de la recommandation, car les pays présentent un certain nombre de différences comme les cas de résidents, de non-résidents, de transferts, de rapports préalables au prononcé du jugement, de réinstallation, etc. ;
- est convenu que les compétences du personnel et la formation des agents pénitentiaires et de probation devraient figurer dans la même partie (traitant spécifiquement de la formation du personnel en psychiatrie interculturelle, sensibilité ethnique/culturelle, compétences linguistiques, etc.) ;
- le cas particulier du travail d'intérêt général des ressortissants étrangers a été examiné, notamment l'assurance personnelle en cas d'accident, et des exemples ont porté sur les modalités des mesures de probation transfrontières lorsqu'un ressortissant étranger a commis une infraction dans un pays voisin et y exécute un travail d'intérêt général ;
- est convenu que les transferts d'un pays à l'autre devaient être étendus, notamment la nécessité de fournir des informations au détenu en temps utile, d'assurer le transport dans la dignité, etc. ;
- est convenu que l'IA et les nouvelles technologies numériques devaient également être incluses ;
- est convenu qu'un avant-projet de recommandation devait parvenir au Secrétariat au plus tard le 15 avril 2025 ;
- a remercié les représentant-es polonais-es d'accueillir la 30^e Conférence du Conseil de l'Europe des Directeurs de services pénitentiaires et de probation (CDPPS) en septembre 2025, a pris note des informations qu'ils ont données concernant le lieu et l'état d'avancement des travaux préparatoires de la Conférence et discuté du titre, des ateliers possibles, des thèmes et des intervenant-es ;
- est convenu que la Conférence aurait pour titre : « EST-IL POSSIBLE DE RENONCER AU RECOURS EXCESSIF AUX SANCTIONS PÉNALES ? » Quatre ateliers seront organisés sur (a) les données SPACE sur la surpopulation et l'élargissement du filet dans les établissements pénitentiaires et les centres de probation et les données sur les délinquants étrangers par M. Marcelo Aebi (Suisse) et sur un outil d'évaluation des risques liés à la récidive (Pologne), (b) la promotion de soins de santé positive et tenant compte des traumatismes : Jorge Monteiro (Portugal), Ronald Gramigna (Suisse) et (Écosse), (c) les enfants dont les parents sont incarcérés (et à cet égard, les partenariats entre les prisons, la probation et les ONG) (Pologne, Italie, Espagne), (d) l'approche stratégique de la gestion de crise par les services pénitentiaires et de probation : Marry Rogan (Irlande) (Croatie) (Ukraine) ;
- est convenu que le discours de la session plénière sera suivi d'une réunion-débat et que lors de la séance plénière de clôture, une intervention portera sur la neurodiversité et sur le point de vue du CPT sur les hiérarchies dans les prisons ;
- a pris note des informations communiquées par la rapporteure pour l'égalité de genre selon lesquelles 33 personnes, dont 17 femmes, sont inscrites sur la liste des participant-es. En ce qui concerne le Groupe de travail du PC-CP, 6 des 9 membres élus sont des femmes, et en ce qui concerne le Secrétariat, 3 le sont. Deux des cinq experts scientifiques sont des femmes ;
- au cours de la réunion, il a été reconnu que les travaux actuels du Groupe de travail du PC-CP tenaient compte de la dimension de genre dans les cas suivants : mise à jour de la Recommandation (89)12 sur l'éducation en prison, mise à jour de la Recommandation CM (2012)12 concernant les détenus étrangers et son exposé des motifs et programme et intervenant-es de la 30^e CDPPS à venir ;

- la Présidente du PC-CP, M^{me} Laura Negredo, a fait part de la suggestion d'organiser un échange thématique en ligne entre le GREVIO et le PC-CP sur la question du recours à la justice restauratrice en cas de violence fondée sur le genre, auquel elle participera, et elle a invité les autres participant-es à se joindre à elle s'ils/elles le souhaitent. Plusieurs participant-es ont souhaité prendre part à cet échange de vues, à savoir M^{mes} Carla Ciavarella, Carmen Borg et Jana Špero-Kamenjarin ;
- a examiné le futur plan de travail du PC-CP et la nécessité éventuelle d'inscrire dans le prochain mandat la révision des Règles européennes pour les délinquants mineurs [CM/Rec(2008)11] et a décidé de reporter cette question à sa prochaine réunion ;
- les membres du Groupe de travail du PC-CP et le Secrétariat qui ont pris part à la deuxième réunion du Groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur les stratégies types propres à réduire la récidive (ONUDC) (27-31 janvier 2025, Vienne) ont fait part de leurs observations sur leur participation ;
- a pris note des dates des prochaines réunions du PC-CP en 2025 : 38^e réunion du Groupe de travail du PC-CP (20-22 mai 2025, Madrid), 39^e réunion du Groupe de travail du PC-CP (7-9 octobre 2025, Strasbourg) et 15^e réunion plénière du PC-CP (18-20 novembre 2025, Strasbourg) ;
- le dernier jour de la réunion, les participant-es ont visité la prison de Malte et pris note des informations données par son directeur, M. Christopher Siegersma, et son personnel. La prison, construite au XVIII^e siècle, accueille actuellement 700 détenus, dont 55 femmes et 14 mineurs. Elle dispose d'une aile médico-légale et d'un centre de formation. La rénovation d'un bâtiment aussi ancien est un défi, mais il est évident que de nombreux efforts sont faits et sont prévus pour améliorer les conditions matérielles et le traitement des détenus ;
- les hôtes maltais ont indiqué oralement qu'ils étaient prêts à accueillir la CDPPS en 2026 et le Groupe de travail du PC-CP les a remerciés de cette proposition ;
- l'ordre du jour de la prochaine réunion du Groupe de travail du PC-CP a été examiné et il a été convenu que, outre le débat sur l'éducation en prison et les ressortissants étrangers, trois exposés utiles devraient porter sur un projet lié au traitement des délinquants transgenres à Malte, sur la réforme actuelle des sanctions et des mesures pénales au Royaume-Uni qui a conduit à une réduction sensible du nombre de détenus et sur le programme de lutte contre la violence fondée sur le genre en Espagne ;
- le 7 février 2025, M^{mes} Carla Ciavarella et Ilna Taneva sont intervenues devant les stagiaires dans leur nouveau centre de formation moderne et ont discuté du traitement des personnes détenues et des relations entre les membres du personnel pénitentiaire.

ANNEXE I**ORDRE DU JOUR**

	1. Ouverture de la réunion
	2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
CDPC(2024)10 CDPC-BU(2024)05	3. Dernières réunions et décisions du CDPC
PC-CP(2024)6 PC-CP(2024)10	4. Rapport sommaire de la dernière réunion du Groupe de travail et de la dernière réunion plénière du PC-CP
	5. Informations fournies par le Secrétariat
PC-CP(2025)1Rev8 (en anglais) PC-CP(2025)1 (en anglais) PC-CP(2025)2 (en anglais) PC-CP(2025)3 (en anglais)	6. Projet de Recommandation du CM sur l'éducation en prison et son projet d'exposé des motifs
FNP Rec Revision Concept Note PC-CP WG Final (en anglais) Presentation COE 2012 FNP Recommendation PC-CP WG Malta Feb 25 (en anglais)	7. Révision de la Recommandation CM/Rec(2012)12 concernant les détenus étrangers et de son exposé des motifs
	8. Table ronde sur le contenu et les intervenants de la 30 ^e Conférence CDPSS (24-25 septembre 2025, Cracovie, Pologne)
	9. Table ronde sur la promotion et la mise en œuvre des derniers textes normatifs du Conseil de l'Europe dans le domaine pénitentiaire
	10. Plan de travail prévu du PC-CP conformément à son mandat jusqu'en 2027 et futures élections des nouveaux membres du PC-CP GT
	11. Parité des genres
	12. Retour d'informations suite à la participation à d'autres réunions
	13. Questions diverses
	14. Visite de prison
	15. Dates et ordres du jour des prochaines réunions du PC-CP

LISTE DES PARTICIPANTS**MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES****FRANCE / FRANCE**

Daniel DANGLADES

Adjoint au chef du Pôle des Relations Européennes et Internationales / Deputy Head of European and International Relations Unit, Confederation of European Probation - Board member, Site ODG Paris

MALTA / MALTE

Joyce DIMECH

(Ms), Permanent Secretary, Ministry for Home Affairs, Security and Employment, Valletta

Carmen BORG

Director, Probation and Parole, Ministry for Home Affairs, Security and Employment, Marsa

Mariella CAMILLERI

(Ms), Head, Care, Reintegration and Education Unit, Correctional Services Agency, Paola

Joseph-Mary GIORDMAINA

Professor, Executive Consultant, Correctional Services Agency, Paola

Etienne SCICLUNA

(Col), Chief Operating Officer, Correctional Services Agency, Paola

Christopher SIEGERSMA

CEO, Malta Prison, Correctional Services Agency, Paola

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Jeroen DE JONG

National Agency of Correctional Institutions (DJI), Legal Affairs Division, The Hague

POLAND / POLOGNE

Mirosław PRZYBYLSKI

Judge, Director of Department of the Enforcement of Judgements and Probation, Ministry of Justice, Warsaw

Aleksandra ROGOWSKA

International Relations Specialist, Key specialist, Office of Director General of Polish Prison Service, Central Board of Prison Service, Warsaw

Kacper SUWIŃSKI

Lieut., Senior Specialist, Office of Director General of Polish Prison Service, Central Board of Prison Service, Warsaw

Robert TYPA

Counsellor, Department of Civil and Economic Law, Ministry of Justice, Warsaw

**WORKING GROUP OF THE COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION / GROUPE DE TRAVAIL DU
CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE**

Carla CIAVARELLA

Former Director, Office for the Coordination of the Relations of Institutional Co-operation, Department of Penitentiary Administration, Rome (Italy)

Frédéric HANKUS

Chef-adjoint du DPIPPR, Département des politiques d'insertion, de probation et de prévention de la récidive, Direction interrégionale des services pénitentiaires Grand Est, Strasbourg (France)

Dominik LEHNER

KoFako, Basel (Switzerland)

Maria LINDSTRÖM

PC-CP VICE-CHAIR

Office for International Affairs, Head of Security Planning Unit, Swedish Prison and Probation Service, Stockholm (Sweden)

Jorge MONTEIRO **(On-line)**

Head of Service, Directorate-General of Reintegration and Prison Services, Lisbon (Portugal)

Danijela MRHAR PRELIĆ **(On-line)**

Director, Probation Administration, Ministry of Justice, Ljubljana (Slovenia)

Laura NEGREDO LÓPEZ

PC-CP CHAIR

Deputy Assistant Director-General of Open Regime and Alternative Sanctions, General Secretary of Penitentiary Institutions, Madrid (Spain)

Paulina TALLROTH

(Dr), Government Counsellor, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Unit for Crime Prevention and Sanctions, Ministry of Justice (Finland)

Kim THORNDEN-EDWARDS

Chief Probation Officer, HMPPS, London (United Kingdom)

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

Anne COSTELLOE **(On-line)**

Head Teacher, Education Centre, Mountjoy Prison, Glasnevin (Ireland)

James KING

Former Head of Education, Arts and Libraries, Scottish Prison Service, Scotland (United Kingdom)

Róisín MULGREW

Dr. Lecturer in Criminology and Criminal Justice, Director of Research, School of Law, University of Galway (Ireland)

Michael SORGER

MMag., Referent, Bundesministerium für Justiz, Generaldirektion für den Strafvollzug und den Vollzug freiheitsentziehender Maßnahmen / General Directorate for the Execution of Sentences and Measures involving Deprivation of Liberty, Wien (Austria)

Harvey SLADE **(On-line)**

Consultant Drafting Expert, Bristol (United Kingdom)

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

CONFEDERATION OF EUROPEAN PROBATION / CONFÉDÉRATION DE LA PROBATION EUROPÉENNE (CEP)

Jana ŠPERO-KAMENJARIN
Secretary General of CEP, Utrecht (Netherlands)

Daniel DANGLADES
Adjoint au chef du Pôle des Relations Européennes et Internationales / Deputy Head of European and International Relations Unit, Confederation of European Probation - Board member, Site ODG Paris (France)

EUROPEAN ORGANISATION OF PRISON AND CORRECTIONAL SERVICES (EuroPris)

Justina DZIENKO
Deputy Director, The Hague (Netherlands)

OTHER COUNCIL OF EUROPE BODIES / AUTRES ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE

EUROPEAN COMMITTEE FOR THE PREVENTION OF TORTURE AND INHUMAN OR DEGRADING TREATMENT OR PUNISHMENT (CPT) / COMITÉ EUROPÉEN POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE ET DES PEINES OU TRAITEMENTS INHUMAINS OU DÉGRADANTS (CPT)

Petr HNÁTIK
Adviser, European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT), Council of Europe, Strasbourg (France)

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE / SecrÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

DIRECTORATE GENERAL I / DIRECTION GÉNÉRALE I

HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / INFORMATION SOCIETY AND ACTION AGAINST CRIME DIRECTORATE / DROITS HUMAINS ET ÉTAT DE DROIT / DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Criminal Law Division / Division du droit pénal

Eva PASTRANA
Head of Division / Cheffe de Division
Secretary to the CDPC / Secrétaire du CDPC

Irina TANEVA
Secretary to the PC-CP / Secrétaire du PC-CP

Christine COLEUR
Assistant, PC-CP Secretariat / Assistante, SecrÉTariat du PC-CP